16 mai 2024

**Objet : L’usage et la création d’outils pédagogiques par les enseignants**

**I. Le choix d’un outil pédagogique en ligne**

* Restreindre accès site = données personnelles (connexion…etc.).
* Échange sur site = traitement de données personnelles
* Pas d’identification (= pas de données personnelles- + pas de collaboration (= pas de contribution) = pas de traitement de DN = pas de RGPD ou loi de 1978
* Bases légales sites =
  + Loi du 21 juin 2004 LCEN (art 6)
  + Décret 25 février 2011 (qui précise la LCEN) relatif à la conservation et à la communication des données personnelles : 1 an de conservation

**II. Les précautions à prendre**

* Traitement de données personnelles = 5 étapes
  + 1ère étape valable pour tout outil pédagogique avec ou sans traitement de données personnelles.

***Étape 1*. Avis consultatif du conseil d’administration** sur le choix des outils pédagogiques

* Pour le second degré : du conseil d’administration sur saisine du chef d’établissement (R.421-23 code de l’éducation)
* Pour le premier degré : du conseil d’école (D. 411-2 code de l’éducation)

+ **respecter les programmes** scolaires :

* Justifier d’une mission intérêt public ou qui relève de l’exercice de l’autorité publique ( cf : e) 1 art 6 RGPD) = SP numérique (art L.131-2 code de l’éduc)

***Étape 2*. Inscription sur le registre** de l’établissement public local d’enseignement / OU / sur le registre des directions des services départementaux de l’Éducation nationale / OU / registre des rectorats d’académie :

* **2.1. Voir réglementation applicable** pour la protection des données personnelles (Attention au traitement de profilage…etc.) cf : §1 art 24 RGPD = Contrôle CGU par les services du ministères ou du rectorat de l’académie:
  + Contrôle CGU par les services du ministères ou du rectorat de l’académie (via DPD) pour voir si garanties suffisantes
    - Respect règles (§5 art 28 RGPD)
    - Respecter mesures de sécurité (art 32 RGPD)
    - Informer responsable de traitement si violation de DN (§2 art 33 RGPD)
    - Entre dans mission d’intérêt public ( e) §1 art 6 RGPD)
    - Garantir information préalable (arts 13 et 14 RGPD) et consentement valide ( a) 1 art 6 RGPD)
  + Fournisseurs de services (les RS en l’espèce) acceptent d’être des sous-traitants car = autorisation préalable du responsable de traitement pour que le sous-traitant puisse traiter ou héberger les données (rédiger CGU spécifiques = « CGU éducation »)
* **2.2. Inscrire l’outil sur le registre des activités de traitement** (art 30 RGPD)= demander au responsable de traitement (art 4 RGPD : détermine les finalités et les moyens du traitement) :
  + Pour le premier degré = DASEN qui agit par délégation du recteur d’académie
  + Pour le second degré = Chef d’établissement

***Étape 3*.** Hébergeur = sous-traitant (cf : art 28 RGPD = car l’hébergeur à accès aux données personnelles - ex : utilisateurs enregistrés sur le site) => obligation de conclure avec l’établissement et le sous-traitant un **contrat de sous-traitance**

***Étape 4*. Autorisation des responsables légaux ou personnes concernées :** informer les personnes concernées (art 13 et 14 RGPD) et recueillir le consentement des personnes concernées = a) 1 art 6 RGPD. Comment ? : art 7-1 loi 1978 :

* + X => 15 ans : consentement libre éclairé et univoque du mineur ( cf : 11) art 4 RGPD)
  + X < 15 ans : consentement du représentant légal

***Étape 5*. Choisir une licence** (pour les droits d’auteurs du contenu de l’enseignant) = libre de droit ou propriété de l’enseignant

**III. Les mentions légales particulières**

*A. Concernant le contrat de sous traitance*

Les mentions obligatoires pour le contrat de sous-traitance :

* Objet du contrat, c'est-à-dire le détail de la mission confiée au sous-traitant
* Prix de la prestation
* Clause d'indexation ou clause de renégociation (en cas d'évolution des conditions économiques qui compromettraient l'équilibre du contrat)
* Délais de paiement et/ou pénalités de retard
* Modalités de modification du contrat
* Livraison (lieu de livraison, délais, transport et emballage)
* Sanction du non-respect des délais (réduction du prix, par exemple)
* Contrôle et réception des prestations
* Garanties accordées au sous-traitant
* Confidentialité de certaines informations transmises au sous-traitant
* Propriété intellectuelle lorsque la prestation est protégée par les droits d'auteur
* Clause sur le travail dissimulé pour s'assurer que le sous-traitant ne recourt pas au travail de personnes non déclarées
* Date de conclusion, date d'effet du contrat
* Tribunal compétent et droit applicable, en cas de litige éventuel

*B. Concernant les bases légales du site de l’enseignant*

*B.1. Mentions légales générales :*

* Identité :
  + Nom
  + Prénom
* Coordonnées :
  + Adresse domicile
  + Email
  + Téléphone
* Mentions relatives à la PI :
  + Citer les auteurs pour les reprises d’images ou de texte
* Mentions relatives à l’hébergement du site
  + Nom de l’hébergeur
  + Raison sociale
  + Adresse
  + Numéro de téléphone
* Mentions liées aux sites d’information
  + Nom du directeur de publication
  + Nom du responsable de la rédaction
  + Coordonnées de l’hébergeur du site

*B.2. Politique de confidentialité des données (cad mentions relatives au RGPD) :*

* Identité et coordonnées de l’organisme responsable du traitement de données
* Coordonnées du délégué à la protection des données (DPD), ou d’un point de contact sur les questions de protection des données personnelles
* Base juridique du traitement de données (consentement de l’internaute, respect d’une obligation prévue par un texte, exécution d’un contrat, etc.)
* Finalité des données collectées (pour prise de décisions automatisée, pour prévenir la fraude, parce que les informations sont requises par la réglementation, etc.)
* Caractère obligatoire ou facultatif du recueil des données et les conséquences pour la personne en cas de non-fourniture des données
* Destinataires ou catégories de destinataires des données
* Durée de conservation des données
* Droits de l’internaute : droit de refuser la collecte, droit d’accéder, de rectifier et d’effacer ses données, et droit de déposer une plainte auprès de la Cnil
* Transfert de données à caractère personnel envisagés à destination d'un État n'appartenant pas à l'Union européen

*B.3. Mentions relatives aux cookies :*

* Cookies fonctionnels – comment c’est récolté - indiquer les finalités .
* Cookies non fonctionnels : consentement obligatoire
  + Publicité
  + Partage sur les réseaux sociaux

*B.4. Conditions générales d’utilisation :*

* Présentation, description des finalités et du fonctionnement des services
* Dispositifs relatifs à la PI cad obligations des utilisateurs et éventuelles sanctions
  + Licence : droits et devoirs
* Règles délimitant la responsabilité de l’éditeur du site (responsable des contenus figurant sur le site internet) => Prévoir une décharge partielle de responsabilité de l’éditeur :
  + Ne pas être tenu pour responsable du contenu republié par les tiers à partir d’un autre site
  + Ne pas être tenu pour responsable de fausses déclarations, insultes, propos diffamants tenus sur son site, forum ou chat
  + Ne pas garantir un accès continu du site : si bug ou interruption du site pour assurer sa maintenance
  + Exposer la politique d’utilisation des données personnelles des visiteurs conformément aux dispositifs du RGPD
* Droit applicable et juridiction compétente
  + R.312-1 CJA